

Tanzanie : les réfugiés burundais de Nyarugusu désormais privés de marchés

RFI, 09-09-2019 Depuis ce lundi 9 septembre, les quelques 65 000 réfugiés vivant dans le camp de Nyarugusu sont soumis à un régime très strict, avec interdiction de tenir un marché, des mesures qu'ils dénoncent vivement.

Depuis fin août, 180 000 Burundais réfugiés en Tanzanie vivent sous la menace d'un rapatriement forcé prévu à partir du 1er octobre. Dans le camp de Nyarugusu, dans l'est du pays, ils sont désormais privés de marchés. Le camp en comptait trois, où les réfugiés pouvaient acheter de quoi améliorer un ordinaire bien terne, constitué de farine de maïs, de petits pois, huile, sel et un morceau de savon distribués, depuis des années par le HCR. Pour ce réfugié âgé de 20 ans, il s'agit d'une nouvelle mesure de restriction destinée, selon lui, à les faire rentrer de force au Burundi. « Rien n'a été fait pour les réfugiés burundais, depuis qu'ils sont arrivés en Tanzanie, en 2015. Avant, il y avait des motos-taxis. Ils sont aujourd'hui totalement interdits dans les camps. Puis, on nous a interdit de sortir des camps, sous peine de prison ou de bastonnade. On nous a aussi interdit de travailler dans les champs des Tanzaniens. Avant, il y avait un grand marché, à l'extérieur, où on faisait des affaires avec les Tanzaniens. Lui aussi a été fermé et aujourd'hui, ils viennent fermer les petits marchés que nous étions parvenus à ouvrir, à l'intérieur du camp. C'est une honte. Cela nous terrifie. Plusieurs réfugiés burundais assurent qu'ils ne sont pas prêts à rentrer de force dans un pays toujours en crise. Aucun responsable tanzanien ou du HCR ne pouvait être joint jusqu'à hier soir. La décision de rapatrier les Burundais de gré ou de force, à partir du 1er octobre, est très critiquée, notamment par les organisations des droits de l'homme.